

Avis n° 04-951
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 4 novembre 2004
sur la décision tarifaire n° 2004146 de France Télécom
relative à la commercialisation de l'offre « Sélection Permanente d'Appel Adaptée »

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu l'article 133 de la loi n°2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle ;

Vu l'article 9 de la loi n°2003-1365 du 31 décembre 2003 relative aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment l'article L.36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 20 octobre 2004 ;

Après en avoir délibéré le 4 novembre 2004 ;

1. L'objet de la décision tarifaire

1.1 Le contexte

Les services d'interdictions sélectives des appels sortants depuis les boucles locales de France Télécom permettent de restreindre l'usage de sa ligne téléphonique en interdisant certaines communications ; cette restriction qui ne concerne que les appels sortants, peut être fixe, c'est-à-dire permanente, ou modulable et dans ce cas modifiable par l'abonné lui-même.

Le service d'interdictions sélectives fixe des appels sortants

Actuellement, France Télécom commercialise une gamme d'offre de « Sélection Permanente d'Appels (SPA) », dont la tarification est la suivante :

- « Sélection Permanente d'Appels Locaux », facilité qui n'autorise que les appels locaux : 15,12 € TTC lors de la mise en service ;
- « Sélection Permanente d'Appels Régionaux », facilité qui n'autorise que les appels locaux ou de voisinage : 2,25 € TTC par mois ;
- « Sélection Permanente d'Appels Nationaux », facilité qui n'autorise que les appels locaux ou de voisinage ou interurbain : 2,25 € TTC par mois ;
- « Sélection Permanente d'Appels Mobiles », facilité qui permet d'interdire les appels à destination des mobiles : gratuit ;

- « Sélection Permanente d'Appels Audiotel », facilité qui permet d'interdire les appels à destination des services Audiotel : gratuit ;
- « Sélection Permanente d'Appels Télématique », facilité qui permet d'interdire les appels à destination des services Télétel : gratuit.

La souscription au service autorise la sélection d'un opérateur tiers pour toutes les destinations.

Le service d'interdictions sélectives modulable

Le service d'interdictions sélectives modulable permet de restreindre l'émission des communications à partir de l'installation du client (ligne analogique uniquement), en programmant soi-même à tout moment une option de restriction¹ souhaitée pour les appels sortants. Il n'est pas perçu de frais de mise en service et l'abonnement au service est gratuit.

1.2 La proposition de France Télécom

La présente décision tarifaire a pour objet, en France métropolitaine, la création d'une nouvelle option d'interdiction sélective fixe des appels nommée « Sélection Permanente d'Appels Adaptée (SPAA) ».

La SPAA permet de filtrer les appels de façon plus souple que les offres de restriction permanente de la gamme actuelle. Elle permet de restreindre à titre permanent, au choix de l'abonné, l'émission de communications vers les destinations suivantes :

- appels locaux ;
- appels de voisinage ;
- appels interurbains ;
- appels vers les DOM ;
- appels internationaux ;
- appels fixe vers les mobiles métropole ;
- appels fixe vers les mobiles DOM ;
- appels intra-ZLT² ;
- appels extra-ZLT.

La tarification de l'offre « Sélection Permanente d'Appels Adaptée » est de 2,25 € TTC par mois, sans frais de mise en service.

La souscription au service autorise la sélection d'un opérateur tiers pour toutes les destinations, en appel par appel ou en présélection.

2. L'analyse de l'Autorité

Sur l'effet pour les consommateurs

¹ En fonction de l'option de restriction choisie, un ensemble de types d'appels (indicatifs, services) est autorisé.

² Les zones locales de tri (ZLT) correspondent, sauf en Ile-de-France et en Corse, aux départements métropolitains et d'outre-mer.

Ce complément de service associé à l'abonnement téléphonique vient compléter la gamme d'offre de « Sélection Permanente d'Appels » permettant aux clients abonnés au service de limiter l'usage de leur ligne analogique et de leur accès Numéris vers certaines destinations.

L'Autorité note que cette nouvelle option d'interdiction sélective des appels dénommée « Sélection Permanente d'Appels Adaptée » sera facturée au même prix que la « Sélection Permanente d'Appels Régionaux » ou la « Sélection Permanente d'Appels Nationaux ».

France Télécom évalue l'effet de cette mesure, sur la période 2005-2006, à près de 8 millions d'euros.

Sur le contexte réglementaire actuel

L'Autorité rappelle qu'elle s'est prononcée défavorablement³ par deux fois au cours de l'année 2003 sur deux décisions tarifaires relatives aux services d'interdictions sélectives d'appels sortants depuis les boucles locales de France Télécom.

Elle rappelle que le nouveau cadre réglementaire européen, dont la directive 02/22/CE du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive « service universel »), a été transposé dans le droit français des communications électroniques notamment par la loi n°2003-1365 du 31 décembre 2003 relative aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom et la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, mais qu'à ce jour, les décrets d'application relatifs à ces lois ne sont pas encore publiés.

Dans ce contexte, l'Autorité rappelle que le nouveau cadre réglementaire apporte une évolution notable sur les services visée par la décision tarifaire en objet, au regard du deuxième alinéa de l'article 10 de la directive « service universel » susvisée qui mentionne : « *Les Etats membres veillent à ce que les entreprises désignées assument des obligations au titre des articles 4, 5, 6 et 7 et de l'article 9, paragraphe 2, fournissent les compléments de services avancés et services spécifiques énumérés dans l'annexe I, partie A⁴, de manière à ce que les abonnés puissent surveiller et maîtriser leurs dépenses et éviter une interruption du service* », et dont la partie A de l'annexe I précitée mentionne notamment l'interdiction sélective des appels sortants, à titre gratuit : « *C'est-à-dire le complément de services gratuit permettant à l'abonné qui en fait la demande au fournisseur de service téléphonique de filtrer des messages sortants d'un type particulier ou destinés à certaines catégories de numéros d'appels* ».

Par ailleurs, conformément à l'article 9 de la loi n° 2003-165 du 31 décembre 2003 relative aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom, France Télécom continue jusqu'au 31 décembre 2004 d'assurer les obligations de service public qui lui incombait dans les conditions applicables avant la promulgation de la présente loi.

³ Avis n° 03-68 en date du 16 janvier 2003 et avis n° 03-1079 en date du 2 octobre 2003

⁴ Services et compléments de services visés à l'article 10 de la directive « service universel »

Dans ces conditions, l'Autorité estime qu'il ne serait pas conforme à la directive « service universel », que l'opérateur en charge de la composante téléphonique du service universel mette en place un service payant de la restriction d'appels sortants.

Sur le contexte réglementaire à venir

A compter du 1^{er} janvier 2005, l'opérateur en charge de la fourniture du service universel et les conditions dans lesquelles celle-ci sera faite auront été redéfinies.

Par ailleurs, le décret portant sur le service universel, mis en consultation publique en juin dernier, lorsqu'il sera publié, précisera la portée en droit français du deuxième alinéa de l'article 10 de la directive « service universel ».

Dans ces conditions, l'Autorité estime que sa position devra être réévaluée au regard de ces éléments nouveaux.

3. Conclusion

Considérant, d'une part, que France Télécom est actuellement en charge de la fourniture du service universel, et considérant, d'autre part, qu'il ne serait pas conforme à la directive « service universel » que l'opérateur en charge de la composante téléphonique du service universel mette en place un service payant de la restriction d'appels sortants, l'Autorité se prononce défavorablement sur la décision tarifaire n° 2004146 de France Télécom.

L'Autorité reconsidérera cette position une fois les décrets d'application des lois de transposition publiés et le nouvel opérateur de service universel désigné.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au ministre délégué à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 novembre 2004

Le Président

Paul Champsaur